

Syndicat SUD PTT du Nord
Section SUD Call Expert
12 boulevard Albert 1^{er}
59650 Villeneuve d'Ascq

DERNIER ACTE POUR LES OUBLIES DE CALL EXPERT ?

Depuis des semaines, nos élu-es et représentants SUD multiplient les interventions et démarches auprès des pouvoirs politiques locaux et nationaux afin d'obtenir la garantie du maintien des activités sur les sites de Roubaix, Abbeville et Paris.

Hier, 12 mars, une délégation de salarié-es d'Abbeville et les élus CE SUD de Roubaix ont été reçus par le Chef de Cabinet du Président de l'Assemblée Nationale, puis par des représentants des ministères de Michel Sapin et Arnaud Montebourg....

Les résultats n'ont pas du tout été à la hauteur des attentes et des espérances des salarié-es, pour preuve...

Nous avons soulevés les points les plus préoccupants, à savoir le devenir des sites de Paris, Sept et Abbeville repris par le groupe Relaytion, dont on peut craindre l'annonce d'un nouveau plan de suppression d'emplois à court terme..

Nous avons mis l'accent sur les différences de traitements entre les sites, notamment pour les collègues parisiens qui n'ont que peu, voire pas de cellule d'appui. Nous sommes revenus sur les démarches du Maire d'Abbeville, dont les courriers ont l'air d'avoir fait du bruit à l'Assemblée, mais que les ministères prétendent ne pas avoir reçus.

Il y était notamment porté la demande d'un versement d'indemnités de licenciement supra légales.

Nous avons pu aussi faire part à ces messieurs de l'absence totale d'appui de la part du Maire de Roubaix.

Nous avons lourdement insisté sur l'absence de législation sur des tarifs planchers entre donneurs d'ordre et sous-traitants, discussion demandée par les syndicats CGT et SUD depuis plus de deux ans. Cette absence de règle du jeu a permis la "débâcle Call Expert" et qui, ajoutée aux agissements de Delamarre, nous a tous propulsés vers la case Pôle Emploi.

A chaque point abordé, nous avons obtenu les mêmes réponses : séparation des pouvoirs oblige (???), l'Assemblée doit rester dans son propre champ de compétence et laisser la main à l'Exécutif, qui lui-même dit ne pouvoir rien faire....

Sur la question de la cellule de reclassement, le Ministère du Travail a indiqué que tout était parfait et que le maximum était fait pour les salarié-es !!!

Sur la demande de versement de primes de licenciement supra légales, la réponse a été claire et sans appel : l'Etat ne verse pas ce type d'indemnités, ce serait aux actionnaires de Call Expert, donc à Delamarre, de payer ?????!!!

Quant au Ministère du Redressement Productif, il a juste indiqué qu'il continuait ses discussions avec le groupe Vivendi, qui possède SFR et Canal +

ETAT ETAT OUTAI, EMPLOI EMPLOI OUTAI ?

Et pendant ce temps-là, Bertrand Delamarre a toujours le droit de « patronner », puisqu'il a ouvert une nouvelle société, Dynam, de « conseil en gestion d'entreprise » située près des Champs Elysées à Paris, et qu'il dirige aujourd'hui en toute liberté !!!!

Aujourd'hui, les salarié-es d'Abbeville reçoivent les premières lettres de licenciement, mais ne savent toujours pas qui fera partie des victimes, la liste des personnes licenciées n'ayant toujours pas été diffusée !

A cette heure, nous ne disposons d'aucune information concernant le site de Roubaix !

A quelques centaines de mètres de Call Expert Roubaix, 1200 salarié-es de La Redoute sont dans la même incertitude et bataillent aussi pour obtenir des indemnités de licenciement conséquentes...

C'est dans ce contexte, que plusieurs syndicats appellent à se mobiliser, et plus particulièrement au plan régional où les annonces de plans de licenciements se multiplient

Car, pendant ce temps là, les grandes mesures « sociales » prises par le Gouvernement ces dernières semaines se résument à :

D'un côté, le Pacte de Responsabilité signé avec le MEDEF et les syndicats CFTC / CFDT / CGC, consistant à faire payer aux salarié-es, via la baisse de prestations sociale et familiales, des aides supplémentaires versées aux patrons,

De l'autre, le refus de l'Etat d'intervenir pour fixer des règles du jeu qui empêcherait le jeu de Monopoly auquel se livrent donneurs d'ordre et sous-traitants dans le secteur de la Relation Client au Téléphone, jeu de massacre qui a conduit à 4000 suppressions d'emplois en France en 2013 et qui en amènera 4000 de plus pour 2014 !!!

Mardi prochain, 18 mars, les syndicats CGT, FO, SUD Solidaires et FSU appellent à une journée de manifestations et de grève contre les politiques d'austérité et pour l'Emploi.

NOUS INVITONS TOUS LES SALARIE-ES DE CALL EXPERT DES SITES D'ABBEVILLE ET PARIS A REJOINDRE CEUX DE ROUBAIX POUR PARTICIPER A LA MANIFESTATION DE LILLE

RENDEZ VOUS PORTE DE PARIS
(métro Mairie de Lille)

A 14H15 LE 18 MARS

LES REPRESENTANTS **SUD** A CALL EXPERT :

ASSIA BRAHMI

ANTOINE WAUQUIEZ